

● (8.10 p.m.)

Je crois qu'on pourrait dire de l'épargne qu'elle résulte d'un choix individuel. Il y a des années, lorsque nos services sociaux n'étaient pas tellement bien développés, on décidait d'épargner pour s'assurer une vieillesse aisée et un revenu de retraite, mais, dans beaucoup de cas, les gens n'ont plus à s'en inquiéter de nos jours. Ils n'ont plus à se soucier du coût élevé des services médicaux et hospitaliers qui étaient souvent un grand sujet de préoccupation pour les personnes de 60 ans ou plus. Ce sont maintenant nos services sociaux qui s'en occupent. De plus, pour ce qui est du logement, les gens peuvent, dans une grande mesure, s'acheter une maison et la financer sur une longue période, de sorte que, bien que des économies soient nécessaires, ils n'en ont pas autant besoin qu'auparavant quand ils devaient financer leur maison sur une période plus courte. Autrement dit, la tendance personnelle à économiser a diminué et le problème d'encourager les gens à économiser devrait être étudié dans l'avenir immédiat.

Dans le domaine économique, personne ne croira que le gouvernement libéral a vraiment joué cartes sur table. Comme d'habitude, certains essaient de déterminer les politiques gouvernementales en sondant l'opinion publique et, comme d'habitude, l'opinion publique est floue et flottante. Depuis le programme d'austérité de 1962, aucune solution n'a été offerte à nos problèmes économiques. Non plus, personne ne croit qu'une mesure législative magique ou un programme de prodigalités vers la prospérité soit la réponse à l'heure actuelle, alors que dans de nombreux domaines, les gouvernements, en particulier, dépensent déjà trop. On reconnaît assez généralement qu'il faut ce qu'on appellera à juste titre un programme vigoureux, positif et clairvoyant offrant aux Canadiens de nouvelles possibilités.

Au chapitre des dépenses des trois niveaux de gouvernement en fait de santé, de bien-être et d'éducation, nous commençons à peine à saisir le problème et à chercher des moyens de les réduire. Il convient que nous recherchions des principes directeurs qui proportionneraient ces divers services sociaux aux crédits disponibles.

On reconnaît généralement que le Canada n'a pas d'autre choix que de rechercher une plus grande diversification de ses marchés non seulement pour ses produits primaires mais aussi pour les produits manufacturés qu'il est en mesure de proposer à des prix concurrentiels. Par contre, cela nécessitera, en retour, l'ouverture du marché canadien. Le commerce avec le bloc communiste a été négligé de façon lamentable et dans l'ensemble on n'a pas donné suite aux initiatives prises par le gouvernement Diefenbaker en matière d'exportations, dont les ventes de blé ont fourni un exemple. La région de la frange du Pacifique offre les plus fortes possibilités commerciales et pourtant ce n'est que depuis peu qu'on s'en préoccupe. On se rend compte que cela entraînera un commerce sur de nouveaux marchés mondiaux et une augmentation des échanges internationaux qui susciteront un effort de production maximum au Canada, et c'est là que notre régime fiscal doit jouer un rôle primordial.

L'entreprise canadienne pourrait être stimulée par cet accès à de nouveaux marchés et ensuite par l'exemple d'entreprises dynamiques. Par ailleurs, le Canada n'a fait aucune contre-proposition au projet de l'Angleterre d'en-

trer au Marché commun bien qu'elle soit le plus gros client du Canada et le pays qui a permis à notre balance commerciale d'atteindre les niveaux excédentaires les plus élevés.

Le Canada ne peut évidemment pas se contenter de décrier les efforts que fait l'Angleterre pour se joindre au Marché commun. Il doit faire des offres tangibles pour contrebalancer l'appât que constitue en théorie la CEE. Une politique de libre-échange avec l'Angleterre constituerait peut-être le stimulant voulu qui nous permettrait de dissuader la Grande-Bretagne d'entrer dans la CEE surtout si l'opinion publique anglaise reste si divisée. N'oublions pas que la Grande-Bretagne est notre meilleure cliente, que notre commerce avec elle nous assure un excédent énorme et qu'il nous faut donc faire un certain effort pour conserver ce marché.

Le Canada a non seulement besoin de pouvoir diversifier ses marchés commerciaux, une fois que 65 p. 100 de nos exportations se destinent aux États-Unis, mais aussi de stimulants qui lui permettront de conserver une plus grande part de sa production. C'est là un élément essentiel si l'on veut créer un climat propice au risque et à l'entreprise. Il en découle qu'il faudra éliminer les propositions fiscales tendant à rendre infructueuse l'expansion des compagnies canadiennes à l'étranger. Cela signifie également qu'il faut déplacer le fardeau fiscal en imposant la consommation plutôt que les profits.

Nul ne songe vraiment qu'il y aura bientôt place au Canada pour une réduction d'ensemble de la charge fiscale, bien que ce soit là l'objectif final. En fait, il faut absolument réduire les impôts qui grèvent l'économie canadienne, sinon les hommes d'affaires chercheront ailleurs un climat économique plus favorable. Le déplacement qui se ferait au profit des hommes d'entreprises et au détriment des consommateurs encouragerait de façon importante un maximum d'efforts productifs.

Ainsi, nous devons encourager les industries privées et les sociétés industrielles en déplaçant une partie du fardeau fiscal d'entreprises efficaces et bien dirigées, vers d'autres qui le sont moins. Il y a lieu que l'industrie secondaire de fabrication au Canada se défasse lentement de la psychologie sous-jacente propre aux filiales. Elle devrait moins compter sur des moyens d'aide artificiels ou d'autres stratagèmes de caractère législatif, ou bien de discours dans les clubs canadiens d'Amérique, pour pouvoir contrôler de façon plus effective son activité industrielle et déployer l'effort requis pour l'exportation. On a trop mis l'accent récemment sur la relance de la participation canadienne et l'on a pris parti pour ou contre les investissements étrangers. Il est essentiel de comprendre que l'apport de capitaux est la conséquence de décisions de marchés fondées sur des avantages économiques. Notre économie, qui marque le pas, doit se rendre à cette dure réalité. On a besoin d'un climat qui permette la concurrence sur le marché international. C'est alors que les entreprises canadiennes trouveront commercialement avantageux de pourvoir aux besoins d'un marché bien plus large que celui du Canada. Sans doute, la tâche ne sera ni aisée ni rapide.

Quant à la tentative en vue de remédier à la mainmise étrangère sur nos sociétés au moyen du bill fiscal, je ne crois pas que la solution consiste à recourir à des moyens juridiques pour contrecarrer les forces économiques natu-